



RCS : SALON DE PROVENCE

Code greffe : 1304

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 01048

Numéro SIREN : 417 491 982

Nom ou dénomination : LYONDELLBASELL HOLDINGS FRANCE SAS

Ce dépôt a été enregistré le 22/08/2017 sous le numéro de dépôt 3482

LYONDELLBASELL HOLDINGS FRANCE SAS

Société par actions simplifiée au capital de 1.024.479.981 euros
Siège social : Raffinerie de Berre, Chemin Départemental 54, 13800 Berre l'Étang
417 491 982 RCS Salon de Provence



PROCÈS VERBAL

DES DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 30 JUIN 2017

MINUTES OF DECISIONS OF THE SOLE SHAREHOLDER
30 JUNE 2017

L'an deux mille dix-sept, le 30 juin à 10 : 00 heures,
On June 30, 2017, at 10:00,

L'associé unique de la société LYONDELLBASELL HOLDINGS FRANCE SAS (ci-après la
« **Société** »),
*The sole shareholder of LyondellBasell Holdings France SAS (hereinafter the "**Company**"),*

La société BASELL GERMANY HOLDINGS GMBH., société de droit allemand, dont le siège est
situé Brühler Str. 60, 50389 Wesseling, Allemagne, représentée conjointement par M. Marcello
Sciota (ci-après l'« **Associé unique** »),
*Basell Germany Holdings GmbH, a company incorporated under German law, having its registered office
at Brühler Str. 60, 50389 Wesseling, Germany, represented by Mr Marcello Sciota (hereinafter the "**Sole
Shareholder**").*

Après avoir pris connaissance :
Having acknowledged:

- d'une copie de la lettre de convocation adressée à l'Associé unique et au
Commissaire aux Comptes ;
a copy of the convocation letter sent to the Sole Shareholder and the Statutory Auditor;
- des Comptes annuels sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
The annual accounts for the year ended 31 December 2016;
- du Rapport du Commissaire aux comptes ;
The Statutory Auditor's Report;
- du Rapport de gestion ;
The Management Report;
- du texte des décisions soumises au vote de l'Associé unique.
The Project Resolutions.

A pris les décisions suivantes, sur convocation régulière du Président, sur l'ordre du jour
suivant:

Made the following decisions upon invitation of the President, on the following agenda:

- Approbation des Comptes annuels sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 et des
Rapports - Quitus au Président - Approbation des charges non déductibles ;
*Approval of the annual accounts for the year ended 31 December 2016 and Reports – discharge
of the President – approval of non-deductible expenses;*
- Affectation du résultat ;

Allocation of results;

- Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce ;
Agreements referred to in Article L. 227-10 of the French Commercial Code;
- Pouvoir pour les formalités.
Powers for the formalities.

Le Commissaire aux comptes titulaire, la société PricewaterhouseCoopers Audit, régulièrement informée, est absente et excusée.

The Statutory Auditor of the Company, PricewaterhouseCoopers Audit, duly invited, is absent and excused.

PREMIÈRE RESOLUTION **FIRST RESOLUTION**

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du Rapport de gestion relatant l'activité et la situation de la Société pendant l'exercice clos au 31 décembre 2016 et sur les comptes arrêtés à cette date ainsi que celle du Rapport sur les comptes annuels 2016 du Commissaire aux comptes

The Sole Shareholder, after having read the Management Report regarding the activities and situation of the Company during the year ended 31 December 2016 and the annual accounts for this period as well as the Statutory Auditor's Report on the annual accounts for 2016

Approuve le bilan, le compte de résultat et les Rapports, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Approves the balance sheet, the income statement and reports as they have been presented as well as the transactions reflected in these annual accounts and summarized in the reports.

En conséquence, l'Associé unique donne quitus au Président pour l'exécution de son mandat pendant l'exercice écoulé.

Consequently, the Sole Shareholder grants discharge to the President for the execution of his mandate during the financial year closed on 31 December 2016.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Associé unique prend acte de l'absence de dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

In compliance with the provisions of article 223 of the French Tax Code, the Sole Shareholder acknowledges that no expense not included in the deductible charges in the sense of Article 39-4 of the General Tax Code was recorded in the accounts of the financial year ended 31 December 2016.

Cette résolution est adoptée par l'Associé unique.

The resolution is adopted by the Sole Shareholder.

DEUXIÈME RESOLUTION **SECOND RESOLUTION**

L'Associé unique constate que les résultats de l'exercice font apparaître un bénéfice de CENT TROIS MILLIONS SOIXANT- SEPT MILLE TROIS CENT VINGT-HUIT euros (103 067 328 €), que nous vous proposons d'affecter comme suit :

The Sole Shareholder observes that the results for the year show a profit of ONE HUNDRET THREE MILLION SIXTY-SEVEN THOUSAND THREE HUNDRED AND TWENTY-EIGHT euro (EUR 103 067 328), which we propose to allocate to you as follows:

5% au poste « Réserve légale » soit la somme de <i>5% to the legal reserve, i.e.</i>		5 153 367 euros
Le solde, soit la somme de <i>The rest, i.e.</i>		97 913 961 euros
au crédit du compte "report à nouveau", portant ainsi son solde, après affectation, de € 1 à € 97 913 962. <i>To the credit of the « retained earnings account » bringing its the balance after allocation from € 1 à € 97 913 962</i>		

Après affectation du bénéfice de l'exercice, les capitaux propres de la Société s'établissent à 1.133.316.961 euros et satisferaient toujours aux obligations légales et statutaires.

Further to the result allocation the equity capital amounts to € 1 133 316 961 and comply with the relevant statutory provisions of the law and the Articles of Association.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts (CGI), l'Associé unique rappelle qu'aucun dividende n'a été distribué les trois derniers exercices.

Pursuant to Article 243 of the General Tax Code, the Sole Shareholder notes that no dividends were distributed in the last three years.

Cette résolution est adoptée par l'Associé unique.

The resolution is adopted by the Sole Shareholder.

TROISIÈME RESOLUTION

THIRD RESOLUTION

L'Associé unique rappelle qu'aucune convention relevant de l'article L 227-10 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

The Sole Shareholder noted that the Company has not engaged in any regulated agreement as stipulated in Article L 227-10 of the Commercial Code during the year ended December 31, 2016.

Cette résolution est adoptée par l'Associé unique.

The resolution is adopted by the Sole Shareholder.

QUATRIÈME RESOLUTION

FOURTH RESOLUTION

L'Associé unique donne tous pouvoirs à Mme Judith Uytterlinde ou Mme Yasmine Vaziaga ou au porteur d'un original, d'une copie ou un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités légales de publicité éventuelles.

The Sole Shareholder grants all powers to Mrs. Judith Uytterlinde or Mrs. Yasmine Vaziaga required for arranging the formalities and publications related to this meeting.

Cette résolution est adoptée par l'Associé unique.

The resolution is adopted by the Sole Shareholder.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

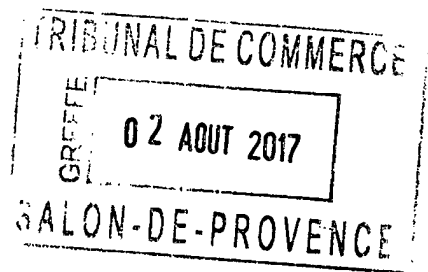
Without any further matter to discuss, the meeting is adjourned.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé unique.

After reading the above stated, the resolutions adopted have been transcribed into minutes and signed on behalf of the Sole Shareholder.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Sciota', written over a horizontal line.

M. Marcello Sciota
Représentant de l'Associé unique
Basell Germany Holdings GmbH



**LYONDELLBASELL HOLDINGS
FRANCE**

CHEMIN DEPARTEMENTAL 54

13131 BERRE L ETANG CEDEX

Comptes au 31/12/2016



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 537 513 436	626 932 771	910 580 665	814 626 201
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	199 379 053	99 225 842	100 153 211	100 159 500
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 736 892 489	726 158 613	1 010 733 876	914 785 701
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	11 064		11 064	48 829
Autres créances	198 391 499		198 391 499	282 994 675
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités				
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	198 402 563		198 402 563	283 043 504
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	7 766		7 766	6 249
TOTAL GENERAL	1 935 302 817	726 158 613	1 209 144 204	1 197 835 454

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 1 024 479 981)	1 024 479 981	1 369 619 940
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		3 169 318
Report à nouveau	1	-609 317 278
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	103 067 328	261 008 002
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	5 769 650	5 769 650
CAPITAUX PROPRES	1 133 316 961	1 030 249 632
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	75 649 241	165 637 159
Provisions pour charges		
PROVISIONS	75 649 241	165 637 159
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	39 790	28 416
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	130 482	172 741
Dettes fiscales et sociales	7 731	1 747 505
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	178 003	1 948 663
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 209 144 204	1 197 835 454

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2016

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 220		9 220	3 033 966
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 220		9 220	3 033 966
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				142 743
Autres produits			1	
PRODUITS D'EXPLOITATION			9 221	3 176 709
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			230 243	3 331 798
Impôts, taxes et versements assimilés			1 590	267
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	
CHARGES D'EXPLOITATION			231 834	3 332 066
RESULTAT D'EXPLOITATION			-222 613	-155 356
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				107 685 937
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 395 213	2 798 966
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			195 129 890	184 921 851
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			198 525 104	295 406 754
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			125 159 504	70 929 272
Intérêts et charges assimilées			631	2 457 272
Différences négatives de change			23	115
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			125 160 157	73 386 659
RESULTAT FINANCIER			73 364 946	222 020 094
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			73 142 333	221 864 738

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2016

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	828 884	1 286 794
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	828 884	1 286 794
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	828 884	1 429 535
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	828 884	1 429 535
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-142 741
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-29 924 995	-39 286 005
TOTAL DES PRODUITS	199 363 209	299 870 258
TOTAL DES CHARGES	96 295 880	38 862 256
BENEFICE OU PERTE	103 067 328	261 008 002

Annexes

ANNEXE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE, FAITS SIGNIFICATIFS SURVENUS PENDANT L'EXERCICE

1.1 Présentation et activité de la société

LyondellBasell Holdings France (LBHF) est une société Holding dont l'activité se concentre sur le financement et la gestion de titres de participation dans des sociétés de production d'Ethylène, de Polyéthylène, de Polypropylène, d'Oxyde de propylène, Oxyfuels et de commercialisation de Polyoléfines. Ses participations exercent principalement leurs activités en France.

Les revenus de LyondellBasell Holdings France proviennent des dividendes distribués par ses participations et du remboursement de prestations de services engagées au bénéfice de sociétés du groupe LyondellBasell.

Opération Lancaster

En date du 1er avril 2008, LBHF finalisait l'acquisition auprès du groupe Shell du site pétrochimique de Berre l'Etang (Bouches du Rhône), des actifs et activités commerciales qui y sont associés.

D'un point de vue juridique, la société a acquis les titres composant le capital social de la société Compagnie de Distribution des Hydrocarbures, une entité chargée de la commercialisation et de la distribution de produits pétroliers, elle-même actionnaire unique de la Compagnie Pétrochimique de Berre, entité propriétaire des actifs industriels situés sur le site pétrochimique de Berre l'Etang, de la raffinerie (dont la cessation définitive d'activité a été notifiée le 7 novembre 2014) et des unités chimiques avals mais aussi de certains actifs logistiques associés.

Depuis cette acquisition, le groupe LyondellBasell est l'opérateur du site de Berre l'Etang.

Acquisition des titres de Lyondell France Holdings

Le 15 décembre 2010, dans le cadre de la restructuration de l'actionnariat de l'entité Lyondell France Holdings (LFH), LBHF est devenue l'associé unique de LFH, elle-même unique détentrice des titres Lyondell Chimie France.

Les titres LFH antérieurement détenus par Basell Germany Holdings GmbH (BGH) ont été cédés pour un montant de 403 millions d'euros.

L'acquisition de ces titres a été financée par une augmentation de capital du même montant par incorporation de la créance détenue par BGH. Suite à cette restructuration juridique, le Groupe fiscal LFH est intégré à compter du 1er janvier 2011 au Groupe fiscal LBHF.

En 2011, est intervenue la cession des titres Basell Production France (BPF) et Basell Iso-Oléfines (BISO) en vue des opérations de transmission universelle de patrimoine (TUP) vers Basell Polyoléfines France (BPO) complétées le 1er juillet 2011.

L'objectif de ces opérations réalisées en 2011 a été de procéder à une simplification de la structure juridique des entités françaises du Groupe en cohérence avec les synergies opérationnelles observées au niveau des activités du vapocraqueur et de la production aval de polyéthylène et de propylène principalement.

ANNEXE (suite)

1.2 Faits significatifs survenus pendant l'exercice

Financement des filiales

Sur l'exercice 2016, LBHF a mis en place avec ses filiales Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) et Compagnie de Distribution des Hydrocarbures (CDH) un financement au travers l'octroi d'un crédit revolving à échéance au 30 septembre 2020 se substituant au financement antérieur par compte-courant avec LyondellBasell Finance Company (LYBFC). Ce dernier demeure toutefois afin de faire transiter les opérations quotidiennes de CPB et CDH et est mis à zéro chaque fin de mois par le mécanisme du crédit revolving.

Les avances accordées au 31 décembre 2016 dans le cadre de ce crédit revolving sont de 60 M€ pour CPB et 39.2 M€ pour CDH.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.1. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les frais d'acquisition des titres sont incorporés à la valeur des titres de participation et sont amortis sur 5 ans à compter de leur date d'acquisition pour les besoins fiscaux (amortissements dérogatoires).

Lorsque la valeur d'usage des participations ou la valeur de marché des autres titres est inférieure à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur d'apport, une provision pour dépréciation des participations est constituée pour le montant de la différence.

ANNEXE (suite)

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour l'entreprise. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.

2.2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances identifiées comme douteuses pour lesquelles la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur recouvrable.

2.3 Opérations en devises

Les transactions en devises sont converties au taux en vigueur à la date de chacune des transactions.

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du cours de change à la date de clôture. Les écarts résultant de cette conversion ont été directement comptabilisés en résultat de l'exercice.

Les créances et les dettes en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes "écarts de conversion" au bilan, à l'actif pour les pertes latentes, au passif pour les gains latents.

Les pertes latentes donnent lieu à la constitution de provisions pour risques enregistrées en charges de l'exercice. Dans la mesure où les opérations concourant à la constatation des écarts de conversion actif et passif n'ont pas d'échéances suffisamment voisines bien que libellées dans la même devise, les pertes et gains latents ne sont pas considérés comme concourant à une position globale de change. Le montant de la dotation n'est donc pas limité à l'excédent des pertes sur les gains.

2.4 Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse transitent sur le compte-courant de la société LyondellBasell Finance Company. Du fait de cette convention de compte-courant, la société ne présente plus de soldes de disponibilités et valeurs mobilières de placement au bilan.

2.5. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsqu'il existe pour la société une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le fait générateur est antérieur à la clôture et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources qui peut être estimée de manière fiable. Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation possible de l'obligation.

ANNEXE (suite)

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux principales opérations suivantes :

- (i) pertes de change latentes ;
- (ii) situations nettes négatives des filiales.

2.6. Intégration fiscale

LyondellBasell Holdings France SAS est tête du groupe d'intégration fiscale constitué des sociétés suivantes : Basell France SAS, Basell Polyoléfines France SAS, LyondellBasell Services France SAS, Compagnie Pétrochimique de Berre SAS, Compagnie de Distribution des Hydrocarbures SAS, Lyondell France Holdings, Lyondell Chimie France, LyondellBasell Syrma et la Société du Noir d'Acétylène.

La charge d'impôt comptabilisée dans chaque société est égale à celle qui aurait été supportée par celle-ci en l'absence d'intégration fiscale.

En 2014, LBHF avait entamé une procédure devant l'administration fiscale réclamant le rattachement de la société Basell Moyen-Orient Investissements SAS (BMOI) dans son périmètre d'intégration fiscale en tant que société sœur pouvant bénéficier d'une « intégration horizontale » depuis 2011.

L'administration ayant donné une suite favorable en 2016, le périmètre d'intégration fiscale de LBHF sera ainsi élargi à BMOI à partir du 1^{er} janvier 2017. Les conséquences de ce rattachement sur le déficit reportable du Groupe LBHF sont exposées en note 4.6.

2.7. Exemption de consolidation

Conformément à l'article L 233-17 du Code de commerce, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe.

En effet :

- ni un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 1/10^{ème} du capital ne se sont opposés à cette exemption ;
 - les comptes individuels de la société, ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle et sur lesquelles elle exerce une influence notable sont intégrés globalement dans les comptes de l'ensemble consolidé au niveau de LyondellBasell Industries N.V.
-

ANNEXE (suite)

3. ANALYSE DE CERTAINS POSTES DU BILAN

3.1 Immobilisations financières

Titres de participation

Les variations en valeur brute des titres de participation s'analysent comme suit :

Valeur brute	31 décembre 2015 €	Acquisitions €	Cessions €	31 décembre 2016 €
Basell France	50 000			50 000
Basell Polyoléfines France	497 400 000			497 400 000
LyondellBasell Services France SAS	10 037 000	16 746 154		26 783 154
Compagnie de Distribution des Hydrocarbures	610 243 282			610 243 282
Lyondell France Holdings	403 000 000			403 000 000
LyondellBasell SYRMA	37 000			37 000
	1 520 767 282	16 746 154	0	1 537 513 436

Sur l'exercice, LBHF a participé à l'augmentation de capital en numéraire de LBSF à hauteur de 16.7 M€. Sa participation a ainsi été portée de 99.89% à 99.96%.

Les variations des provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciation	31 décembre 2015 €	Dotations €	Reprises €	31 décembre 2016 €
Basell Polyoléfines France SAS	95 897 799	-	95 897 799	-
LyondellBasell Services France SAS	0	16 675 728	-	16 675 728
Compagnie de Distribution des hydrocarbures	610 243 282	-	-	610 243 282
LyondellBasell Syma	0	13 761	-	13 761
	706 141 081	16 689 489	95 897 799	626 932 771

Les titres de la Compagnie de Distribution des Hydrocarbures (CDH) sont intégralement dépréciés. La position est maintenue au 31 décembre 2016 du fait de la décision de cessation définitive de l'activité de la raffinerie le 7 novembre 2014 et de la fin de l'activité de mise à disposition des dépôts de stockage depuis l'exercice 2015. Les capitaux propres de CDH s'établissant à (174.9) M€ au 31 décembre 2016, une provision pour risque additionnelle a été constituée (cf. Note 3.4 sur les provisions pour risques et charges).

Les titres de BPO, dont LBHF est l'actionnaire majoritaire (le second actionnaire étant CPB de manière non significative), étaient dépréciés en 2015 à concurrence des capitaux propres de BPO ajustés des plus-et moins-values latentes identifiées. Au 31 décembre 2016, compte tenu de l'amélioration de la situation nette de BPO et des plus values-latente identifiées à cette date, la provision pour dépréciation des titres a été reprise en totalité.

Les titres LBSF ont été dépréciés sur la base des capitaux propres ajustés des écarts actuariels non reconnus sur les engagements de départs en retraites, diminués de la fiscalité latente correspondante.

ANNEXE (suite)

Les titres Lyondell Basell Syrma ont été dépréciés sur la base des capitaux propres de la société au 31 décembre 2016.

Autres immobilisations financières

€	31 décembre 2016			31/12/2015
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Prêt Basell Polyolefines France	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000
Prêt Compagnie de Distribution des Hydrocarbures	39 225 842	(39 225 842)	-	-
Prêt Compagnie Pétrochimique de Berre	60 000 000	(60 000 000)	-	-
Intérêts sur prêt	153 211		153 211	159 500
	199 379 053	(99 225 842)	100 153 211	100 159 500

En date du 1er septembre 2012, il a été signée une convention de prêt sur 5 ans entre LBHF et Basell Polyoléfines France pour 100 M€.

Sur l'exercice 2016, LBHF a accordé des financements sous forme de credits revolver à CDH et CPB, filiale à 100% de CDH, pour respectivement 39.2 M€ et 60 M€ (voir note 1.2). Ces prêts ont une échéance au 30 septembre 2020. Compte tenu des situations nettes négatives de ces sociétés, les prêts ont été dépréciés en totalité sur l'exercice.

3.2 Créances**Créances clients et comptes rattachés**

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit au 31 décembre 2016 :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
	€	€
Clients	11 064	48 830
Clients- factures à établir	-	-
Total	11 064	48 830

Les positions clients sont à échéance de moins d'un an.

ANNEXE (suite)

Autres créances

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2016 :

	31 décembre 2016 €	31 décembre 2015 €
Fournisseurs débiteurs	-	276
TVA	39 144	23 390
Impôts	2 633 243	0
Compte courant intégration fiscale	68 480 352	122 270 330
Compte courant Basell Finance Company	127 238 759	160 700 679
	198 391 499	282 994 675

Les créances au 31 décembre 2016 sont à moins d'un an.

Le solde de la créance d'impôt au 31 décembre 2016 correspond aux acomptes d'IS versés sur l'exercice (35 174 K€) augmentés de la créance de CICE (637 K€) et diminués de la dette d'IS Groupe 2016 (33 178 K€). En 2015, le solde net d'IS dû affichait une dette nette de 1 748 K€ (voir note 3.5).

La diminution du compte-courant d'intégration fiscale de 53.8 M€ représente :

- le paiement de l'IS 2015 par LCF (54.8 M€), BPO (22.6 M€) et LFH (1.7 M€)
- la dette d'IS 2016 des sociétés bénéficiaires, soit essentiellement LCF (43.3 M€) et BPO (19.2 M€)
- le paiement par BPO et LFH des soldes d'IS antérieurs à 2015 dus à LBHF pour 37.7 M€.

Le compte-courant LyondellBasell Finance Company est un compte-courant de trésorerie. Sa variation sur l'exercice de -34 M€ inclut essentiellement le règlement de l'IS 2015 par LCF, BPO et LFH pour +79 M€, l'apurement des IS antérieurs à 2015 dus par BPO et LFH pour +38 M€, le versement des acomptes d'IS pour -35 M€, les crédits revolvers accordés à CDH et CPB pour -99.2 M€ et la participation à l'augmentation de capital de LBSF pour -17 M€.

3.3. Capitaux Propres

Le capital social s'élève à 1.024.479.981 euros au 31 décembre 2016 et est constitué de 136 961 994 actions. Les mouvements de l'exercice des capitaux propres sont analysés comme suit :

	31 décembre 2015 €	Augmentation €	Diminution €	31 décembre 2016 €
Capital social	1 369 619 940		(345 139 959)	1 024 479 981
Autres réserves	3 169 318		(3 169 318)	0
Report à nouveau	(609 317 279)	264 177 320	345 139 959	1
Résultat de l'exercice	261 008 002	103 067 328	(261 008 002)	103 067 328
Provisions réglementées	5 769 650			5 769 650
Total capitaux propres	1 030 249 632	367 244 649	(264 177 320)	1 133 316 961

Le 10 juin 2016, l'associé unique (Basell Germany Holdings GmbH) a décidé la réduction du capital social motivée par des pertes, à hauteur de 345.139.959 €.

ANNEXE (suite)

Les provisions réglementées correspondent à l'amortissement des frais d'acquisition incorporés à la valeur des titres.

3.4 Provisions pour risques et charges

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2016 :

	31 décembre 2015 €	Dotations €	Reprises €	31 décembre 2016 €
Provision pour pertes de change	6 249	7 766	(6 249)	7 766
Autres provisions pour risques	165 630 910	9 236 407	(99 225 842)	75 641 475
	165 637 159	9 244 173	(99 232 091)	75 649 241

Autres provision pour risques

Le poste « Autres provisions pour risques » recouvre la provision pour situation nette négative de CDH au 31 décembre 2016. La provision a été ajustée à cette date en fonction :

- du résultat négatif de CDH sur l'exercice : dotation complémentaire de 9 236 K€ ;
- des prêts accordés sur l'exercice par LBHF à CDH et sa filiale CPB pour respectivement 39.2M€ et 60 M€ intégralement dépréciés à l'actif (voir note 3.1) : reprise de 99 226 K€.

3.5 Dettes

Emprunts et dettes financières

	31 décembre 2016 €	31 décembre 2015 €
Compte courant d'associés	39 790	28 417
	39 790	28 417

Les emprunts et dettes financières au 31 décembre 2016 sont à moins d'un an.

Fournisseurs et comptes rattachés

	31 décembre 2016 €	31 décembre 2015 €
Fournisseurs	46 388	50 936
Factures non Parvenues	84 093	121 805
	130 482	172 742

Les dettes fournisseurs sont à moins d'un an.

ANNEXE (suite)

Autres Dettes

	31 décembre 2016 €	31 décembre 2015 €
Impôts	-	1 747 506
TVA	7 731	-
	7 731	1 747 506

Les autres dettes sont à échéance à moins d'1 an.

Sur 2015, les acomptes et le montant d'IS dû affichaient une dette nette de 1 748 K€.

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1. Entités liées et entités ayant un lien de participation**

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec des sociétés sœurs / holdings et sont conclues a des conditions normales de marché.

Les principales parties liées sont les filiales incluses dans le Groupe d'intégration fiscale (voir note 2.6) et LyondellBasell Finance Company dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

4.2. Commentaires sur le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 222.6 K€ et se compose principalement d'honoraires groupe pour la gestion centralisée de trésorerie.

Sur l'exercice 2015, le résultat d'exploitation négatif de 155.4 K€ concernait essentiellement la reprise de provision au titre de la clôture du contrôle fiscal (voir note 1.2) et des charges administratives et honoraires, liés principalement à la cessation définitive d'activité de la raffinerie (décontamination, mise sous sécurité...) refacturés ensuite aux filiales concernées.

4. 3. Commentaires sur le résultat financier

Au 31 décembre 2016, le résultat financier s'élève à 73.365 K€ et se décompose comme suit :

en K€	31/12/1016	31/12/1015
Dividendes reçus	-	107 686
Intérêts sur prêts groupe	3 395	342
Variation nette des provisions sur titres, prêts et situation nette négative des filiales	69 972	113 994
Résultat de change	(2)	(1)
RESULTAT FINANCIER	73 365	222 020

ANNEXE (suite)

Les intérêts sur prêts groupe progressent du fait de l'octroi de crédit revolving à CDH et CPB sur l'exercice pour respectivement 39.2 M€ et 60 M€.

Les provisions pour dépréciations et risques financiers sur les filiales sont détaillées en notes 3.1 et 3.4. L'impact net sur le résultat financier est le suivant :

	en K€
CDH / CPB	
Provision pour dépréciation du prêt CDH (crédit revolving)	(39 226)
Provision pour dépréciation du prêt (crédit revolving)	(60 000)
Provision complémentaire pour situation nette négative	(9 236)
Reprise de provision pour situation nette négative (suite à l'octroi des prêts)	99 226
BPO	
Reprise de provision pour dépréciation des titres	95 898
LBSF	
Provision pour dépréciation des titres	(16 676)
LyondellBasell Syrma	
Provision pour dépréciation des titres	(14)
Variation nette des provisions sur titres, prêts et situation nette négative des filiales	69 972

Sur 2015, les dividendes reçus concernaient LFH.

4. 4. Commentaires sur le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est nul au 31 décembre 2016. Il est composé d'un produit de 829 K€ relatif au remboursement partiel de coûts de dépollution du site pétrochimique de Berre de la part de Shell (des négociations sont en effet en cours avec Shell afin d'obtenir une éventuelle indemnisation, selon les termes du *Share Purchase Agreement Lancaster* signé en date du 1^{er} avril 2008, au titre de ces pollutions qui existaient préalablement à la reprise des activités Shell par le Groupe LyondellBasell) et d'une charge du même montant correspondant à la rétrocession de ce produit à la Compagnie Pétrochimique de Berre, en tant qu'entité propriétaire des actifs industriels situés sur le site.

4. 5. Produit d'intégration fiscale

Le produit d'intégration fiscale de 29.9 M€ résulte de la position fiscale bénéficiaire des sociétés Lyondell Chimie France pour 43.3 M€, BPO pour 19.2 M€, Lyondell France Holdings pour 0.3 M€, Basell France pour 0.2 M€ et SN2A pour 0.2 M€ tandis que le résultat d'ensemble du groupe intégré dégage un impôt sur les sociétés de 33.2 M€ (avant imputation du CICE).

ANNEXE (suite)

4. 6. Situation fiscale latente

La situation fiscale latente du groupe intégré s'analyse comme suit au 31 décembre 2016 :

	31 décembre 2016 K€	31 décembre 2015 K€
Allègement net de la dette future d'impôt		
Déficits reportables	349 114	453 126
Allègement net (base d'impôt)	349 114	453 126
Taux d'IS	28,92%	34,43%
Allègement net	100 964	156 011

Le montant des déficits reportables du groupe d'intégration fiscale à l'ouverture s'élevait à 453.126 K€. Leur diminution sur l'exercice 2016 correspond :

- à hauteur de 97.428 K€ à l'imputation des pertes sur le résultat fiscal 2016 ;
- à hauteur de 6.585 K€ à l'annulation de pertes en lien avec le remboursement d'IS reçu par BMOI au titre des exercices 2011 et 2012 (2.2 M€), l'administration fiscale ayant donné une suite favorable à son entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de LBHF en tant que société sœur (voir note 2.6).

L'allègement net d'impôt n'est pas comptabilisé.

4.6. Dirigeants

Les rémunérations des membres des organes de direction ne sont pas communiquées, car cela reviendrait à donner des indications de rémunération individuelle.

4.7 Engagements hors bilan

La Société a signé deux lettres de confort dans le cadre de la clôture statutaire formalisant son intention de soutien à ses filiale et sous-filiale, CDH et CPB, afin de leur permettre de continuer leurs opérations pour les 12 mois à compter de la date d'arrêté des comptes.

4.8 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Le projet de transmission universelle de patrimoine (TUP) de LFH dans LBHF est toujours d'actualité.

ANNEXE (suite)

4.9 Tableau des filiales et participations

Informations financières	Capital	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part du capital détenu %	Valeur comptable des titres détenus		Chiffres d'affaires HT du dernier	Bénéfice net ou perte du dernier exercice
				Brute	Netto		
Filiales et participations (KC)							
<u>Le Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication :</u>							
<u>1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)</u>							
Basell France	62	5 050	100%	50	50	5 289	1 254
Basell Polyoléfines France	233 251	219 293	100%	497 400	497 400	837 810	93 089
LyondellBasell Services France	9 515	14 130	100%	26 783	10 107	322 246	(2 900)
Compagnie de Distribution des Hydrocarbures	497 470	(672 337)	100%	610 243	0	82	(9 236)
Lyondell France Holdings	146 785	210 834	100%	403 000	403 000	0	86 341
LyondellBasell Syrna SAS	37	-14	100%	37	23	0	(2)
<u>2. Participations (10 % à 50% du capital détenu)</u>							
Néant							

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 520 767 281		16 746 154
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	100 159 500		199 225 842
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 620 926 781		215 971 996
TOTAL GENERAL	1 620 926 781		215 971 996

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		-1	1 537 513 436	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	100 006 289		199 379 053	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100 006 289		1 736 892 489	
TOTAL GENERAL	100 006 289		1 736 892 489	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
-----------	------------------	-----------	----------	----------------

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Terrains
Constructions sur sol propre
Constructions sur sol d'autrui
Constructions installations générales, agenc., aménag.
Installations techniques, matériel et outillage industriels
Installations générales, agenc. et aménag. divers
Matériel de transport
Matériel de bureau et informatique, mobilier
Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

TOTAL GENERAL

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2016

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 769 650			5 769 650
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	5 769 650			5 769 650
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	6 249	7 766	6 249	7 766
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	165 630 910	9 236 407	99 225 842	75 641 475
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	165 637 159	9 244 173	99 232 091	75 649 241
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	706 141 081	16 689 489	95 897 799	626 932 771
Dépréciations autres immobilis. financières		99 225 842		99 225 842
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	706 141 080	115 915 331	95 897 799	726 158 613
TOTAL GENERAL	877 547 890	125 159 504	195 129 890	807 577 504

Dotations et reprises d'exploitation

Dotations et reprises financières

125 159 504

195 129 890

Dotations et reprises exceptionnelles

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	199 379 053	199 379 053	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	11 064	11 064	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 633 243	2 633 243	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	39 144	39 144	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	195 719 112	195 719 112	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	397 781 616	397 781 616	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	199 225 842
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	100 000 000
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	130 482	130 482		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	7 731	7 731		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	39 790	39 790		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	178 003	178 003		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	Fournisseurs - Fact non parvenu	5 776,00		5 776,00
40810009	Fournis - Fact non parv audit	19 425,00	19 425,00	
40810019	Fournisseurs - Fact non parvenu	14 015,56	59 159,67	-45 144,11
40810100	Fournisseurs IC - Fact non parv	44 876,82	43 220,81	1 656,01
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		84 093,38	121 805,48	-37 712,10
TOTAL CHARGES A PAYER		84 093,38	121 805,48	-37 712,10

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES				
27684105	Intérêts courus prêts intercomp	153 210,59	159 500,00	-6 289,41
TOTAL AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		153 210,59	159 500,00	-6 289,41
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		153 210,59	159 500,00	-6 289,41

LyondellBasell Holdings France

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

A l'Associé unique
LyondellBasell Holdings France
Chemin départemental 54
Raffinerie de Berre
13131 Berre l'Etang Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LyondellBasell Holdings France, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, Les Docks-Atrium 10.1, 10, place de la Joliette 13567 Marseille Cedex 2
Téléphone: +33 (0)4 91 99 30 00, Fax: +33 (0)4 91 99 30 31, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des participations lorsque la valeur actuelle des participations est inférieure à la valeur d'acquisition ou d'apport, tel que décrit en notes 2.1, 3.1, 3.4 et 4.3 de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour et dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

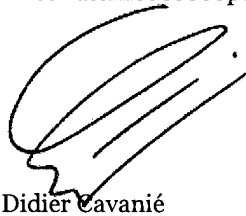
III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Marseille, le 5 juin 2017

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Didier Cavanié
Associé